

# Au Québec, les dangers de « l'insécurité culturelle »

## Analyse

MARC-OLIVIER BHERER  
Service Débats

L'attentat contre la mosquée de Québec, le 29 janvier, a réveillé dans la province un esprit proche de celui du 11 janvier 2015 en France. Des foules se sont rassemblées pour célébrer la concorde qui les unit et leur refus de l'intolérance. Justin Trudeau, le premier ministre canadien, a bravé le mouvement mondial d'indifférence à l'égard des réfugiés et renouvelé son engagement en leur faveur. De ces gestes, on peut se réjouir. Mais cette attaque contre des musulmans, l'une des plus graves à s'être produites dans le monde occidental, hantera les mémoires encore longtemps. Après une telle violence dans une société qui s'enorgueillit de sa bienveillance envers les immigrants, le Québec est contraint à l'examen de conscience.

La presse s'intéresse à la montée des groupes d'extrême droite au Québec. Certaines spécificités de la province la rendent en effet vulnérable à cette radicalité qui prospère aujourd'hui. Ce nouveau discours identitaire vient exacerber un sentiment d'« insécurité culturelle ». Cette inquiétude est en partie légitime dès lors que l'on prend en compte l'isolement historique de la province, son assujet-

tissement à la couronne britannique puis son intégration bancaire au sein du Canada, la proximité des États-Unis, une quête d'indépendance velléitaire, et l'attrait que l'anglais exerce sur les nouveaux arrivants.

Par le passé, notamment lors de la Révolution tranquille des années 1960 et 1970, une période de renaissance nationale et d'intense modernisation de la province, cette crainte a amené le Québec à innover et a été à l'origine d'un mouvement de solidarité avec d'autres peuples opprimés. Les Québécois ont trouvé dans la lutte anticoloniale et dans le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes un langage leur permettant d'universaliser leur destin. À l'époque où le désir d'indépendance s'affirme et où la province se dote d'un État-providence, les Québécois se revendiquent d'un nationalisme de gauche.

### DÉGRADATION DU DISCOURS PUBLIC

Mais cette formule reposait sur une ambigüité, car les Québécois, qui s'estimaient victimes de la colonisation anglaise, étaient eux-mêmes en position de colonisateurs par rapport aux peuples autochtones. Face aux immigrants, ils formaient également une majorité capable d'imposer ses vues. Cette équivoque, les échecs référendaires, la fatigue de l'État-providence et le néolibéralisme eurent finalement raison de ce nationalisme progressiste. Aujourd'hui, l'insécurité culturelle du Québec est pensée en empruntant à ces intellectuels conservateurs qui ont placé les tensions iden-

titaires au cœur de leurs réflexions. Ce courant d'idées de droite n'est pas antidémocratique et il ne faut pas rendre les auteurs de cette mouvance responsables de la tuerie de Québec. Mais le populisme fait son miel de ces thèses et les répand sur le ton de la calomnie et de la haine.

Alors que, dans cette province comme ailleurs, l'État se révèle incapable de protéger des effets de la mondialisation, certains désignent leurs concitoyens comme boucs émissaires. Les immigrants sont cette figure de substitution, plus précisément les immigrants musulmans. Encore une fois, cette dérive n'est pas le propre du Québec. Mais la province a laissé prospérer ce discours qui laisse croire que la solidarité nationale ferait des privilégiés au détriment des autres, si bien que le nationalisme vire à la paranoïa. Dans la ville de Québec sévit depuis près de quarante ans un phénomène médiatique que les autorités n'ont pas su contenir: les « radios-poubelles ». Avec un vocabulaire volontiers grossier, un ton revancharde, certaines fréquences radiophoniques se livrent à une sombre concurrence qui poussera la provocation très loin dans la dénonciation de l'assistanat.

La parole publique s'est affranchie de la décence et, comme dans l'Amérique de Donald Trump, ces méthodes font leur entrée en politique. Un ancien leader syndical et partisan de l'indépendance, Bernard Gauthier, s'est fait connaître ces dernières années en maniant un franc-parler populiste. Il a annoncé

en décembre 2016 son entrée en politique à la tête d'un nouveau parti, Citoyens au pouvoir. Après l'attentat de Québec, il a vertement réagi à la possibilité que l'État aide financièrement les victimes du terrorisme. Dans un message publié en ligne, il s'est exprimé avec violence et grossièreté pour dénoncer le statut préférentiel qu'accorderait à certains l'État québécois s'il mettait en œuvre ce projet. Ce personnage ne fait pas d'appel à la violence, mais la dégradation du discours public crée des effets dévastateurs sur le Web, où ces vociférations vont s'amplifiant. L'auteur de l'attentat s'est d'ailleurs radicalisé dans des forums en ligne où l'on se croit tout permis.

Le Québec s'est ouvert au cours des dernières décennies à l'immigration musulmane, dans un contexte international marqué par le terrorisme et le djihadisme, ainsi que par le débat sur le voile. Les autorités québécoises n'ont pas su faire face aux enjeux liés au vivre-ensemble. Des audiences publiques sur la laïcité ont donné lieu à des débordements de haine anti-musulmans et le rapport de la commission Bouchard-Taylor sur les accommodements à consentir aux minorités religieuses, rendu il y a près de dix ans, est resté sans suite. Le parti de l'intolérance reste minoritaire au Québec et l'indépendance demeure un projet humaniste, mais le nationalisme au temps du populisme constitue un élément explosif. ■

bherer@lemonde.fr

LES ÉCHECS  
RÉFÉRENDAIRES,  
LA FATIGUE  
DE L'ÉTAT-  
PROVIDENCE ET LE  
NÉOLIBÉRALISME  
ONT EU RAISON  
DU NATIONALISME  
PROGRESSISTE